

VOLLEY-BALL Plusieurs clubs, dont Montpellier, veulent un changement de gouvernance à la LNV

Grosse friture sur la Ligue

Parmi les griefs à l'équipe en place, l'absence de diffuseur TV et un amateurisme préjudiciable.

Et si le volley-ball français faisait – enfin – sa révolution ? C'est ce qui risque de se produire dans les prochains jours. Une révolution de palais, pour mieux accéder à la cour des grands ? C'est le souhait des plus prestigieux clubs du championnat de Ligue A, lassés par ce qu'ils assimilent à un immobilisme des dirigeants en place de la Ligue nationale. Accompagné dans cette démarche par Tours, Chaumont, Cannes et Nantes, Montpellier met les pieds dans le plat, par la voix de son président, Jean-Charles Caylar.

« Nous faisons le triste constat que la Ligue ne joue pas son rôle auprès des clubs en termes de développement d'image et de promotion, dit-il. Il ne se passe rien. Comme le disait récemment mon homologue de Tours, la LNV est gérée comme l'amicale bouliste de Choisy-le-Roi. »

AG en forme de putsch, le 22 novembre ?

Plusieurs grosses gouttes d'eau ont fait déborder le vase en ce début de saison avec, en premier lieu, l'absence de diffuseur officiel.

« On a imposé aux clubs des investissements à financer eux-mêmes pour un nouveau sol et se doter du challenge vidéo en mettant en avant le cahier des charges de la télé et on apprend en septembre qu'il n'y a pas de diffuseur pour le championnat », pointe Jean-Charles Caylar. Le président montpelliérain fustige également une « web TV payante qui va à l'encontre du développement vers le grand public et qui ne fonctionne même pas », et s'insurge contre une formule de championnat finalisée après le début de la compétition. En



■ La fronde s'organise pour que le volley-ball professionnel « prenne son destin en mains ». S. C.

effet, la rétrogradation de Paris pour raisons financières a obligé la LNV à repartir avec 13 clubs (un exempt à chaque journée). « Cerise sur le gâteau, la formule des phases finales n'a été décidée qu'après la 3^e journée de championnat... », déplore encore Jean-Charles Caylar.

Renvoyés par la LNV à leurs propres obligations, les clubs frondeurs pointent clairement du doigt Alain Griguer, actuel président de la Ligue et par ailleurs président du club de Nice. Jean-Charles Caylar n'hésite pas à parler à ce sujet de « conflit d'intérêt car on ne peut pas avoir à la tête de la Ligue quelqu'un qui dirige aussi un de ses clubs. Il est

temps de changer et que les clubs aient une position commune sur le sujet. » Les frondeurs tentent donc de mobiliser les autres clubs autour d'une « plateforme de réflexion commune. » Ils espèrent convaincre la majorité des présidents de Ligue A, Ligue B masculine et Ligue A féminine, qu'ils réuniront le 22 novembre à Vélisy, à la veille de l'assemblée générale ordinaire, prévue dans le même lieu.

« Ce ne sera pas une assemblée électorale mais si toutes les décisions y sont rejetées unanimement, cela peut déboucher sur une AG extraordinaire », prévient Jean-Charles Caylar, pour qui l'homme du renouveau ne « peut pas être un pré-

sident de club. On a des pistes à ce sujet. » Reste à rassembler suffisamment de clubs pour que ce vent de révolte ne fasse pas « pschitt ». Caylar se dit certain d'être suivi par les clubs régionaux, Sète, Narbonne, Mende, Béziers et d'autres, plus attentistes jusqu'à présent.

« Certains sont contents de végéter avec de l'argent public mais ça fait plus de vingt ans qu'on est professionnels et on est toujours au milieu du gué, conclut le président montpelliérain. On doit vraiment prendre notre destin en mains et trouver de nouvelles ressources pour exister. »

RICHARD GOUGIS
(AVEC YANN FAURE)
rgougis@midilibre.com

RÉACTION

Alain Griguer :
« Très facile de critiquer »

Actuel président de LNV et président de Nice, Alain Griguer a réagi aux critiques émises par les clubs frondeurs en les renvoyant, selon lui, à leur propre immobilisme. « Il est très facile de critiquer mais quand on leur demande de participer à quelque chose, personne ne bouge. Si le président de Montpellier était présent plus souvent au lieu de déléguer quelqu'un, il saurait comment ça se passe aux AG. »

Concernant l'absence de diffuseur TV, Griguer évoque la difficulté du dossier : « Il nous reste une ou deux pistes mais c'est plus compliqué qu'on ne le pensait. On a pourtant fait appel à la société qui a vendu les droits du rugby et du handball. »

À propos des frais demandés aux clubs pour disposer du challenge vidéo : « Cela a été décidé en début d'année par les clubs eux-mêmes pour limiter les erreurs d'arbitrage et non imposé. »

À propos, enfin, de la formule du championnat alambiquée à 13 clubs : « Tant que Paris faisait appel de sa rétrogradation, nous ne pouvions pas les remplacer. Il n'y avait d'ailleurs aucun club remplissant les conditions pour ça. »

Quant à savoir s'il se sent menacé avant l'AG du 23 novembre, Alain Griguer prend de la distance : « Je suis fatigué... Vous savez, j'ai été élu président de la Ligue par défaut. Ce n'est pas mon bâton de maréchal... »

R. G.